

**Convention collective**

**IDCC : 9111. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
DE LA ZONE CÉRÉALIÈRE  
(Aude)**

**(12 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 mai 1979,  
*Journal officiel* du 3 juin 1979)

**AVENANT N° 83 DU 6 JUILLET 2010**

NOR : AGRS1197020M

IDCC : 9111

Entre :

Le syndicat intercommunal des exploitants agricoles de l'Aude (section des employeurs de main-d'œuvre),

D'une part, et

La section départementale du syndicat de l'agriculture de l'Aude CGC ;

Le syndicat départemental de l'agriculture de l'Aude CFDT ;

La section départementale de l'Aude du syndicat FO des salariés de l'agriculture ;

Le SYNFOCA ;

Le syndicat de l'agriculture du golfe du Lion CFTC (adhésion convention collective 2009),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Paragraphe 1. La dénomination « CAMARCA » figurant à l'article 32.2 de la convention collective céréalière est remplacée par la dénomination « Agri-Prévoyance, siège social 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris ».

Paragraphe 2. Au sein de l'annexe III « Accord de prévoyance concernant un régime complémentaire de retraite et de garantie décès dans la zone céréalière du département de l'Aude », la dénomination « CAMARCA » est systématiquement remplacée par la dénomination « Agri-Prévoyance, siège social 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris ».

Paragraphe 3. L'article 6 « Garantie décès » est abrogé et remplacé comme suit :

« Article 6

*Décès*

Article 6.1

Les salariés affiliés au régime prévu à l'article 1<sup>er</sup> bénéficient d'une garantie décès assurée par Agri-Prévoyance (du groupe AGRICA), en contrepartie du versement d'une cotisation supplémentaire s'élevant à 0,40 % de l'assiette fixée à l'article 4.

Cette cotisation est à la charge exclusive de l'employeur.

Article 6.2

*Détail des garanties*

1. Capital décès

Sans condition d'ancienneté dans l'entreprise, en cas de décès du salarié, un capital décès est versé, d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge.

Le capital est versé aux ayants droit, concubins, titulaires d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s).

Le salaire brut pris en compte est celui des 4 derniers trimestres civils précédant le décès.

En cas d'invalidité permanente et définitive du salarié, constatée par le régime de base de la mutualité sociale agricole (3<sup>e</sup> catégorie), lui interdisant toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée.

## 2. Rente éducation

En cas de décès du salarié justifiant de 12 mois continus ou non d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à sa charge au moment du décès perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 50 points s'il a moins de 11 ans ;
- 75 points s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 100 points s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est soumis à la justification de la poursuite de la scolarité.

La valeur du point est égale à celle du point de l'institution de prévoyance revalorisée chaque année au 1<sup>er</sup> septembre.

## 3. Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant de la guerre civile ou étrangère.

## 4. Maintien de la garantie décès

En cas de non-renouvellement ou de résiliation de l'accord, la garantie décès est maintenue pour le personnel en arrêt de travail pour maladie, accident, invalidité bénéficiant de prestations d'incapacité de travail ou d'invalidité.

## 5. Indemnité frais d'obsèques

Une indemnité frais d'obsèques est attribuée au participant non retraité qui a supporté les frais d'obsèques :

- de son conjoint non séparé de corps ;
- de son concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune ;
- ou d'un enfant à charge.

L'indemnité frais d'obsèques est égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

## Article 6.3

### *Réexamen des conditions de la mutualisation*

En application de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale, les modalités d'organisation de la mutualisation et notamment le choix de l'assureur seront réexaminés tous les 3 ans. »

Paragraphe 4. Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera déposé à l'unité territoriale DIRECCTE Languedoc-Roussillon de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 6 juillet 2010.

(Suivent les signatures.)